

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Jeudi (matin) 4 septembre 2014

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

**34 2014.RRGR.585 Motion 106-2014 Klopfenstein (Biel/Bienne, PLR)
Gens du voyage venus de l'étranger**

N° de l'intervention: 106-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 30.05.2014
Déposée par: Klopfenstein (Biel/Bienne, PLR)
(porte-parole)
Cosignataires: 13
Urgence accordée: le 05.06.2014
N° d'ACE: 968/2014 du 13.08.2014
Direction: JCE

Gens du voyage venus de l'étranger

Le Conseil-exécutif est chargé d'intervenir politiquement auprès de la Confédération afin que la compétence de créer, exploiter et financer des aires de transit pour les gens du voyage venant de l'étranger revienne fondamentalement à la Confédération. Les plans directeurs cantonaux, en collaboration avec la Confédération et les cantons, permettront de garantir ces aires au sens de la législation sur l'aménagement du territoire.

Développement

Depuis la ratification de la convention-cadre du Conseil de l'Europe du 1^{er} février 1995 pour la protection des minorités nationales, les gens du voyage de Suisse ont le statut de minorité nationale. Depuis un arrêt rendu par le Tribunal fédéral en 2003, la Confédération, les cantons et les communes sont tenus, dans le cadre des tâches d'aménagement du territoire énoncées à l'article 3 LAT, de dégager les terrains nécessaires à la réalisation d'aires de transit pour les gens du voyage. Pour la création d'aires de transit, le canton de Berne dispose de stratégies et d'une fiche de mesure dans son plan directeur.

La problématique des gens du voyage suisses s'est récemment aiguisée du fait de l'actualité. Le canton de Berne est prêt à rechercher des solutions avec les communes et les gens du voyage suisses se sont montrés coopératifs et pragmatiques.

La situation est différente avec les gens du voyage venant de l'étranger. On ne peut pas demander au canton de Berne de rechercher des aires de transit, de les financer et de dégager des terrains aussi pour les gens du voyage venant de l'étranger. Si tant est qu'une telle responsabilité existe, alors elle incombe à la Confédération et les cantons doivent en être libérés.

La distinction entre les Yéniches suisses et les gens du voyage étrangers est justifiée et commande une approche différenciée. Tandis que les gens du voyage suisses se montrent coopératifs et sont acceptés en tant que minorité, on ne peut pas dire que les gens du voyage venant de l'étranger jouissent d'une grande popularité auprès de la population et des communes. Ne se tenant généralement pas aux habitudes suisses, ils font plutôt mauvais effet dans les communes. On pense notamment à l'état de désolation dans lequel ils laissent les aires de transit et à la hausse de la petite criminalité malheureusement constatée sur les territoires où ils s'installent momentanément. Il faut par ailleurs installer des aires de transit pour les gens du voyage étrangers le long des axes autoroutiers, dont la responsabilité incombe déjà à la Confédération et à l'OFROU.

Il ne peut donc pas revenir au canton de Berne de trouver des terrains ou de les mettre à la disposition des gens du voyage étrangers. Cette tâche doit incomber en premier lieu à la Confédération. La Confédération doit être responsable de la recherche, de l'exploitation et du financement d'aires de transit pour les gens du voyage venant de l'étranger. Elle doit collaborer étroitement avec les cantons pour que cette tâche soit garantie dans la législation sur

l'aménagement du territoire. Les cantons doivent inscrire dans leur plan directeur les aires de transit dont l'emplacement est judicieux d'un point de vue national.

Le Conseil-exécutif est donc chargé d'intervenir auprès des autorités fédérales compétentes.

Motivation de l'urgence :

Les autorités fédérales ne prennent pas assez au sérieux les problèmes posés par les gens du voyage venant de l'étranger et l'aide apportée aux cantons dans la recherche de terrains adaptés appartenant à la Confédération est insuffisante.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

La motion Klopfenstein demande que le Conseil-exécutif intervienne politiquement auprès de la Confédération afin que la compétence de créer, exploiter et financer des aires de transit pour les gens du voyage venant de l'étranger revienne fondamentalement à la Confédération. Les plans directeurs cantonaux, en collaboration avec la Confédération et les cantons, doivent permettre de garantir ces aires au sens de la législation sur l'aménagement du territoire.

Dans son message au Parlement du 19 novembre 1997 (BBI 1998 1293, FF 1998 1033), le Conseil fédéral indique expressément que les gens du voyage constituent une minorité nationale au sens de Convention-cadre du Conseil de l'Europe du 1^{er} février 1995 pour la protection des minorités nationales (RS 0.441.1). Les membres de cette minorité doivent pouvoir cultiver et développer leur culture. Le Tribunal fédéral a en outre confirmé, dans son arrêt du 28 mars 2003, que les besoins des gens du voyage doivent être pris en compte dans le cadre de l'aménagement du territoire. Ce sont les cantons qui sont chargés, dans ce domaine, de garantir des aires de séjour et de transit pour les gens du voyage suisses.

La fondation «Assurer l'avenir des gens du voyage suisses», qui a été instituée par la Confédération, constate, dans son rapport intitulé «Les gens du voyage et l'aménagement du territoire – La situation en 2010», que «[l]a création de grandes aires de transit pour les gens du voyage étrangers est devenue une première priorité au regard des nombreux conflits. Ceci pourrait également améliorer indirectement la situation des gens du voyage suisses. La Confédération doit assumer un rôle de chef de file dans cette tâche de coordination d'aménagement du territoire très importante, et ce au niveau national».

A ce jour, la Confédération ne s'est toujours pas acquittée de cette tâche de coordination. Au niveau national, aucune stratégie n'a été élaborée et il ne semble pas non plus que des mesures aient été prises. L'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire a déjà pris contact avec divers organes de l'administration fédérale, notamment l'OFROU, l'ARE et armasuisse, au sujet de la création de nouvelles aires de transit pour les gens du voyage étrangers dans le canton de Berne et revendiqué l'utilisation de divers emplacements potentiels sur des parcelles appartenant à la Confédération, le long des principaux axes de transit. Jusqu'à présent, la Confédération n'a toutefois pas pu – différentes raisons ont été invoquées – mettre à la disposition du canton des terrains pour créer de telles aires.

Le Conseil-exécutif a chargé l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire de créer, d'ici à 2017, trois à cinq nouvelles aires de séjour et de transit pour les Yéniches suisses et une à deux nouvelles aires de transit pour les gens du voyage étrangers. Les Yéniches suisses demandent explicitement à disposer d'aires de stationnement séparées de celles mises à la disposition des gens du voyage étrangers – le plus souvent des Roms. Les Yéniches et les Roms n'appartiennent en effet pas au même groupe culturel et ont des besoins différents. L'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire traitera prioritairement la création de nouvelles aires de séjour et de transit, comme le lui a demandé le Conseil-exécutif. Si certaines aires sont réservées aux Yéniches suisses, ce point devra être précisé dans un règlement d'exploitation. Il convient de mettre à la disposition des gens du voyage étrangers des terrains équivalents à titre d'aires de transit afin qu'ils ne soient pas discriminés.

C'est pourquoi le Conseil-exécutif soutient la demande des motionnaires, à savoir qu'il souhaite intervenir politiquement auprès de la Confédération afin que la compétence de créer, exploiter et financer des aires de transit pour les gens du voyage venant de l'étranger revienne fondamentalement à la Confédération. Les plans directeurs cantonaux, en collaboration avec la

Confédération et les cantons, doivent permettre de garantir ces aires au sens de la législation sur l'aménagement du territoire.

Proposition du Conseil-exécutif
Adoption

La présidente. Nous passons à l'affaire 34, Motion de M. Klopfenstein «Gens du voyage venus de l'étranger». Nous avons un débat réduit, mais j'ai une motion d'ordre de M. Haas.

Adrian Haas, Berne (PLR). Es geht hier darum, dass die Motion offensichtlich bestritten ist. Wenn wir eine reduzierte Debatte durchführen würden, könnte zunächst der Motionär sein Votum abgeben, anschliessend käme derjenige, der den Vorstoss bestreitet, und darauf könnte der Motionär nichts mehr sagen. Ich finde es wichtig, dass man diese Diskussion führen kann, deshalb wären wir der Auffassung, wir sollten zu diesem Thema eine freie Debatte führen.

La présidente. Vous avez donc entendu: M. Haas vous propose un débat libre, nous votons donc tout de suite. Ceux qui acceptent la proposition de M. Haas, un débat libre, votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (motion d'ordre Haas, Berne; débat libre)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 124

Non 10

Abstentions 2

La présidente. Vous avez accepté le débat libre. M. le motionnaire, M. Klopfenstein, vous avez la parole.

Hubert Klopfenstein, Bienne (PLR). Ich danke für die Antwort des Regierungsrats. Die Regierung übernimmt mein Anliegen als Richtlinienmotion. Doch offenbar ist die Motion bestritten. Ich kann mir allerdings nicht vorstellen, warum so ein guter Vorstoss überhaupt bestritten werden kann. (*Hilarité*). Ich erkläre nun kurz, worum es geht: Ich trenne klar zwischen den Schweizer Jenischen und den ausländischen Fahrenden. In Biel-Nidau haben wir bereits Erfahrungen gesammelt. Mit den Schweizer Jenischen hat man sich gut arrangiert, die haben sich an die Vereinbarungen gehalten. Sie haben auch ihren Platz bezahlt. Heute stand in der Zeitung, dass es auch in Rohrbach im Emmental kein Problem mit Schweizer Jenischen gegeben hat. Also gilt «Swiss first». Um diese Leute hat sich der Kanton zu kümmern. Doch natürlich gibt es auch die ausländischen Fahrenden. Dies ist das eigentliche Übel, das darf man wohl sagen, ohne dass man rassistisch ist. Um diese ausländischen Fahrenden hat sich nun der Bund zu kümmern. Wenn überhaupt, dann hat er diese entlang der Autobahnen zu platzieren. Wir haben im Seeland auch Erfahrungen gemacht mit ausländischen Fahrenden, das sind die mit den langen Wagen mit gelben Kennzeichen. Sie besetzen einfach das Terrain und hinterlassen eine Sauerei, das darf man so sagen, pardon l'expression. Man weiss auch – das darf man ebenfalls sagen – dass die Anzahl Vermögensdelikte zunimmt, wenn diese Fahrenden an einem Ort sind. Das ist erwiesen, es gibt Zahlen dazu von der Kantonspolizei. Es ist nicht Aufgabe des Kantons, sich um die ausländischen Fahrenden zu kümmern, er muss sich um die Schweizer Jenischen kümmern. Deshalb ist die Strategie meiner Motion richtig. Der Regierungsrat will sie umsetzen und sich dann an den Bund wenden. Ich wäre froh, wenn man diesem Vorstoss zustimmen würde, und bin gespannt darauf zu erfahren, warum man diesen Vorstoss bestreiten kann.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Der Motionär hat gefragt, warum man diesen Vorstoss bestreiten kann. Zuerst möchte ich zwei allgemeine Gedanken zum Thema äussern. Wir haben in den letzten Wochen verschiedentlich von den Anliegen der Jenischen und anderer Fahrender gehört. Es handelt sich bei diesen Gruppen um anerkannte Minderheiten. Damit sie ihre gewohnte Lebensweise fortführen können, sind sie darauf angewiesen, Stand- und Transitplätze zu erhalten. Es ist wohl unbestritten, dass diese Lebensweise geschützt wird, etwa durch den Europarat oder

durch Konventionen. Fahrende gehören zum europäischen und zum schweizerischen Kulturgut. Was nun diese Motion fordert, klingt auf den ersten Blick durchaus nachvollziehbar. Der Motionär will, dass die Standplätze für die internationalen Fahrenden vom Bund bereitgestellt werden. Warum haben wir von der grünen Fraktion hier gewisse Vorbehalte? Einerseits kommt es vor, dass sich die internationalen Fahrenden und die Schweizer Jenischen auf demselben Platz aufhalten und gut miteinander klarkommen. Von daher gesehen stellt sich für uns die Frage, ob es sich nicht um eine künstliche Trennung handelt.

Der zweite, wichtigere Grund besteht unserer Meinung nach darin, dass es nicht ganz einfach sein wird, einen Teil der Fahrenden an den Bund zu «delegieren». Die Plätze liegen ja trotzdem auf Kantonsgebiet. Man wird nach wie vor mit den Gemeindebehörden über die Rahmenbedingungen verhandeln müssen, und man muss sich vor Ort mit den Nachbarn einigen. Wir sind nicht davon überzeugt, dass der Bund hier die bessere Ansprechstelle ist. Wir sind eher der Meinung, dass man in dieser Frage den Kontakt zur Bevölkerung suchen und ihre Bedürfnisse berücksichtigen muss. Dies kann der Kanton unseres Erachtens besser als der Bund. Doch man kann dieses Anliegen durchaus prüfen. Wir möchten einfach nicht, dass hier mehrere Stellen anfangen zu planen. Vielleicht ist es eine Lösung, dass man sagt, es brauche auch für die schweizerischen Fahrenden eine nationale Koordination. Vielleicht besteht die Lösung darin, dass eine Stelle die gesamte Verantwortung übernimmt. Doch eine Trennung zwischen «Einheimischen» und «Nicht-Einheimischen» löst das Problem unseres Erachtens nicht. Wir sind klar der Meinung, dass es eine bessere Koordination braucht. Wir möchten explizit sagen, dass wir froh sind, dass der Kanton Bern das Thema an die Hand genommen hat. Es wird ja in der Antwort festgehalten, dass der Kanton auch Transitplätze für ausländische Fahrende schaffen will. Doch wenn man diese Motion unterstützt, kommt die Bundesebene hinzu, die dann ihrerseits legiferiert, was recht lange dauern kann. Uns ist es jedoch wichtig, dass man die Sache jetzt anpackt und rasch eine Lösung findet. Wir könnten den Vorstoss allenfalls als Postulat annehmen im Sinne von «zu prüfen». Doch es ist für uns nicht klar, dass dies die richtige Lösung sein soll, weshalb wir die Motion nicht unterstützen.

La présidente. (*Agitation dans la salle*) Vous avez demandé la discussion, soyez donc encore un petit peu attentifs pour une petite heure pour qu'on ait une bonne atmosphère dans cette salle.

Michael Rudin, Lyss (pvl). Es ist bei dieser Problematik ein bisschen wie beim Wetter: Es gibt kein «MeteoBern», es gibt ein «Meteo» für die ganze Schweiz. Hier ist es ähnlich. Es liegt in der Natur der Sache, dass sich die Fahrenden nicht an Kantonsgrenzen halten. Deshalb fände ich es gut, wenn wir eine gesamtschweizerische Strategie hätten. Wir haben das auch diskutiert und haben gewisse Sympathien für Natalie Imboden und ihre Fraktion. Wir sehen, dass hier eine gewisse Problematik vorhanden ist. Wir werden diese Motion jedoch trotzdem unterstützen, wie dies der Herr Regierungsrat vorgeschlagen hat. Wir werden sie annehmen. Allerdings haben wir auch den Eindruck, dass es längerfristig eine gesamtschweizerische Strategie braucht, damit wir eine gute Lösung finden und das Problem endlich in den Griff bekommen.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Unsere Fraktion unterstützt diesen Vorstoss. Die Pauschalverurteilung, die der Motionär da teilweise vornimmt, können wir allerdings so nicht ganz unterschreiben. Da müsste man genauer hinschauen, man kann nicht alle ausländischen Fahrenden in denselben Topf werfen. Doch ich weiss auch von Kolleginnen und Kollegen, die in den Gemeinden für die öffentliche Sicherheit zuständig sind, dass es Probleme gibt und dass die beiden Gruppen teilweise nicht miteinander klarkommen. Allerdings gibt es wirklich zu wenige Standplätze. Ich habe selbst in meiner Gemeinde nach Plätzen für die Fahrenden gesucht. Wir stellen auch fest, dass sich der Bund teilweise ziert und das VBS sagt, man habe keine Plätze. Vielleicht sagen sie das einfach, um keinen Ärger zu haben. Deshalb denken wir, dass der Vorstoss in die richtige Richtung weist. Man soll den Bund vom Grossen Rat aus ein wenig anstossen und Herrn Regierungsrat Neuhaus dabei unterstützen, beim Bund vorzusprechen. Wir unterstützen somit nicht die Begründung des Antrags, sondern nur den Inhalt.

Erich Feller, Münsingen (PBD). Der Motionär verlangt, dass der Regierungsrat beim Bund interveniert, um die Zuständigkeit für die Schaffung, den Betrieb und die Finanzierung der Standplätze für ausländische Fahrende dem Bund zuzuweisen. Der Bundesrat hat festgehalten, dass die schweizerischen Fahrenden eine nationale Minderheit bilden. Es soll deshalb auch eine Aufgabe der Kantone sein, für die schweizerischen Fahrenden eine raumplanerische Sicherung von

Durchgangs- und Standplätzen anzubieten. Hier zeichnen sich auch Lösungen ab, indem ab diesem Herbst vier neue Durchgangsplätze zur Verfügung stehen. Das neue Angebot erweitert die heutigen Kapazitäten um 45 neue Stellplätze. Weitere Standorte sind in Abklärung. Leider ist der Bund seiner Koordinationsaufgabe für die Erstellung und Sicherung von Standplätzen für ausländische Fahrende nicht nachgekommen. Es gibt auf nationaler Ebene nicht einmal ein Konzept dazu. Ich kenne diese Problematik aus eigener Erfahrung. Der Regierungsrat ist bereit, beim Bund politisch zu intervenieren, damit die Zuständigkeit für die Schaffung, den Betrieb und die Finanzierung von Standplätzen für ausländische Fahrende dem Bund zugewiesen wird. Die planungsrechtliche Sicherung soll in Zusammenarbeit von Bund und Kantonen über die kantonalen Richtpläne erfolgen, was wir richtig finden. Die BDP-Fraktion unterstützt die Motion einstimmig.

Eva Desarzens-Wunderlin, Boll (PLR). Ich möchte dem Regierungsrat dafür danken, dass er es hinbekommen hat, dass schweizerische Fahrende im Kanton Bern zwischen mehreren Standplätzen wechseln können. Auch den Gemeinden möchte ich dafür danken, dass sie mitgeholfen haben, Lösungen zu finden. Dies ist richtig und wichtig. Ich rede hier nicht gegen Ausländerinnen und Ausländer, doch die Einheimischen haben schlicht und einfach den Vorrang. Dass die ausländischen Fahrenden bei uns in der Schweiz auch einen Standplatz haben möchten, verstehen wir und finden wir auch wichtig. Doch es kann nicht sein, dass dies Aufgabe des Kantons sein soll und dass die Zuständigkeit dann über irgendeine interkantonale Vereinbarung geklärt werden muss. Wir möchten dem Regierungsrat ebenfalls den Rücken stärken, damit er sich beim Bund in diesem Sinn einsetzt. Deshalb nehmen wir die Motion an.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Die Fahrenden sind seit einiger Zeit sehr präsent in den Medien. Sie erinnern sich sicher noch an die BEA, und insbesondere an die Vorfälle vor der BEA. Im Motionstext steht, die inländischen Fahrenden seien sehr kooperativ. Ich würde dies, zumindest was diese Geschichte betrifft, nicht unbedingt unterschreiben. Doch es scheint, dass sich die Situation inzwischen etwas beruhigt hat. Es zeichnen sich mit den einheimischen Fahrenden auch Lösungen ab. Man sieht das Licht am Ende des Tunnels. Es ist jedoch klar und wahrscheinlich sogar unbestritten, dass es sehr schwierig ist, solche Standplätze zu finden. Dies gilt nicht nur für den Kanton Bern, sondern für die ganze Schweiz. Die Erfahrung hat auch gezeigt, dass der Umgang mit den ausländischen Fahrenden ungleich schwieriger ist als jener mit den Inländern. Die rechtlichen Grundlagen sind klar: Der Bund ist dafür zuständig, Standplätze zu suchen, zu betreiben und zu finanzieren. Es kann nicht sein, dass der Kanton Bern und die anderen 25 Kantone eigene Lösungen finden sollen und diese Plätze dann auch noch betreiben und finanzieren müssen. Wir wollen nicht 26 Einzellösungen mit willkürlich verteilten Standplätzen, sondern ein Gesamtkonzept, wie es vorgesehen ist. Fazit: Die SVP-Fraktion wird den Vorstoss einstimmig annehmen. Vielleicht werden sich ein paar Mitglieder enthalten.

Philippe Messerli, Nidau (PEV). Stand- und Durchgangsplätze für Fahrende waren in der letzten Zeit ein heiss diskutiertes Politikum. Sie haben hohe Wellen geworfen. Als Nidauer kann ich hiervon ein Lied singen. Gemäss einem Bundesgerichtsurteil sind Bund, Kantone und Gemeinden verpflichtet, entsprechende Zonen für Standplätze auszuscheiden. Wir stellen fest, dass der Kanton seine Hausaufgaben gemacht hat. Ab Herbst stehen im Kanton Bern für Schweizer Fahrende vier neue Durchgangsplätze zur Verfügung. Anders sieht die Situation bei den Plätzen für ausländische Fahrende aus. Hier besteht ein klarer Handlungsbedarf. Es fehlt insbesondere an neuen Transitplätzen. Der Bund hat bis jetzt trotz der Bemühungen und Anfragen der kantonalen Regierung nicht Hand geboten, um Lösungen zu finden, und er nimmt seine Koordinationsaufgabe nicht wahr. Es ist leider eine Tatsache, dass ausländische Fahrende aufgrund ihres unterschiedlichen kulturellen Hintergrunds mehr Probleme verursachen als Schweizer Fahrende. Auch hier ist der Bund gefordert, Hand zu bieten und vorwärts zu machen, damit die benötigten Plätze möglichst bald realisiert werden können. Es geht vor allem darum, Konflikte mit der Bevölkerung zu vermeiden und alles in einigermaßen geordnete Bahnen zu lenken. Die EVP-Fraktion unterstützt deshalb die Forderung des Motionärs, dass der Regierungsrat beim Bund politisch interveniert, damit die Zuständigkeit für die Schaffung, den Betrieb und die Finanzierung der Transitplätze für ausländische Fahrende vom Bund übernommen wird. Als Parlament wollen wir hier ein klares Zeichen setzen und der Regierung den Rücken stärken. Wir gehen selbstverständlich davon aus, dass die Regierung den Vorstoss mit dem nötigen Fingerspitzengefühl umsetzen wird.

Erich Hess, Berne (UDC). Die Motion werde ich ganz sicher unterstützen. Doch grundsätzlich kann es nicht eine Aufgabe der öffentlichen Hand sein, für Standplätze und Durchgangsplätze für Zigeuner zu sorgen. Für mich sucht auch niemand eine Wohnung, es sei denn, ich bin ein Sozialhilfeempfänger. Einem Bauern gibt auch niemand mehr Land, nur weil er zu wenig hat. Es ist Sache der Zigeuner, so zu leben. Die Zigeuner sollen selbst mit den privaten Landbesitzern verhandeln. Sie sollen sich ganz sicher nicht an die öffentliche Hand wenden und sagen, sie hätten gerne ein paar zusätzliche Standplätze. Wenn ich mit dem Wohnwagen irgendwohin fahren würde, erhielte ich von der Polizei eine Busse. Ich frage mich, wieso dies bei den Zigeunern anders sein soll. Ich als Privatperson muss auf einen Campingplatz gehen. Campingplätze haben wir nun wirklich in genügender Zahl. Auch Zigeuner können auf dem Campingplatz übernachten, wenn sie unbedingt während des ganzen Jahres von Ort zu Ort fahren wollen. Es ist auch nicht so, dass die Schweizer Zigeuner viel sauberer sind als die anderen. Wir haben in der Stadt Bern drei oder vier Zigeunergruppen, die in der Stadt herumziehen. Die meisten solchen Gruppierungen hinterlassen an jedem Platz eine Riesensauerei! Ich bitte Sie, diese Motion anzunehmen. Doch aus meiner Sicht ist dies keine Aufgabe der öffentlichen Hand.

La présidente. Est-ce qu'il y en a encore un intervenant pour les groupes? – Ce n'est pas le cas. Alors, les intervenants à titre personnel s'annoncent.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Für mich ist es eigentlich schön, dass es in der Schweiz auch für andere Lebensweisen Platz hat. Doch mich stört die Scheinheiligkeit, welche in den Medien, die aus Biel oder Bern berichtet haben, zum Ausdruck kam. Ich bin seit zehn Jahren dabei, dieses Problem in meiner Gemeinde zu lösen. Manchmal ist es ein Dürfen, mal eher ein Müssen, und zwischendurch erlebe ich auch lustige Dinge. Schüpfen ist wohl strategisch günstig gelegen, wir haben jedenfalls etwa zwei bis fünf Mal pro Jahr Fahrende bei uns. Da erlebt man einiges. Während der Diskussion hier drin habe ich festgestellt, dass viele unter Ihnen keine Ahnung haben. Wie wollen Sie Schweizer Fahrende von ausländischen Fahrenden unterscheiden? Unter den 10 bis 15 Wohnwagen, die jeweils ankommen, findet man die verschiedensten Autokennzeichen. Am häufigsten sind die Schweizer, die Deutschen, die Österreicher und die Franzosen. Doch die meisten Gruppen sind gemischt. Es ist auch nicht ganz einfach, bei diesen Leuten eine Ausweiskontrolle vorzunehmen. Doch ich habe auch gute Erfahrungen gemacht. Bei den meisten Gruppen gilt es, wenn man sich das Wort gibt. Da braucht man keinen Vertrag, von Papier halten sie nicht viel. Doch das Wort halten sie. Meist geht es ein wenig zu wie auf einem Bazar, doch es funktioniert. Wenn ich jedoch in den Medien höre, wie das alles reibungslos funktioniere, und wie man für diese Leute schauen solle, teile ich eher die Meinung von Erich Hess. Auch mir sucht niemand eine Wohnung. Wenn diese Leute sich anständig verhalten, finden sie einen Platz. Ich habe von der Scheinheiligkeit gesprochen. Wir haben bei uns ein Quartier mit einer «Multikulti»-Bevölkerung. Hier stehen die Leute für so etwas ein. Dies ist eigentlich sehr schön. Doch wenn die Fahrenden dann hier sind, und ein altes «Fahrenden-Mütterchen» in einem Garten zum Wasserhahn geht, um seinen Kanister zu füllen, rufen sie mich an und beschweren sich bei mir. Dafür habe ich dann kein Verständnis. Oder wenn die Kinder der Fahrenden mit herumliegenden Spielsachen spielen und es deshalb ein Riesen-theater gibt, habe selbst ich als starker SVP-ler Mühe mit den Leuten. Das wollte ich noch sagen, weil es mich sehr stört.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). Ich war als Polizeidirektor der Stadt Thun sehr direkt mit diesem Problem konfrontiert. Die Stadt Thun gehört zu den Gemeinden, die in enger und guter Zusammenarbeit mit dem Kanton zusätzliche Plätze für Fahrende bereitstellen konnte, notabene neben einem Durchgangszentrum für Asylbewerber, welches sich ebenfalls in Thun-Allmendingen befindet. Ich muss Ihnen, und insbesondere Erich Hess und auch Martin Schlup, der sein Votum sehr gut begonnen, aber leider nicht so gut beendet hat, etwas sagen: Die Probleme, die es gibt, negiere ich nicht. Es gibt auch Probleme zwischen ausländischen und inländischen Fahrenden. Auch das streite ich nicht ab. Diese gibt es in der Tat. Auf diesen recht engen Stand- und Durchgangsplätzen treffen ganz verschiedene Vorstellungen vom Leben aufeinander. Doch so einfach, Erich Hess, wie Sie es geschildert haben, ist es nicht. Die Jenischen sind eine anerkannte Minderheit, gegenüber der wir eine bestimmte Verpflichtung haben, ob Ihnen das nun passt oder nicht. Das ist zu akzeptieren und wahrzunehmen. Erich Hess, ich weiss nicht, ob Sie schon mal mit einem «Zigeuner», wie Sie sagen, ein Gespräch geführt haben. Ich habe es auf jeden Fall getan

und habe dabei ähnliche Erfahrungen gemacht wie Martin Schlup. Hier muss ich ihn wieder rühmen. Es gilt, was man mit ihnen vereinbart. Sie halten nicht viel von Papier, doch sie sind zuverlässig. Sie sind sehr direkt im Umgang, aber das waren Sie in Ihren Voten auch; wahrscheinlich würden Sie sich ganz gut verstehen (*hilarité*). Vielleicht wäre es gut, wenn Sie mal miteinander reden würden, statt nur übereinander, Erich Hess. Ich bin sehr froh um diese Motion. Ich mache es gleich wie Adrian Wüthrich. Bei der Begründung bitte ich einfach um etwas Differenziertheit. An dieser Stelle möchte ich dem Kanton und insbesondere Christoph Neuhaus dafür danken, wie unkompliziert wir das Projekt in Thun-Allmendingen über die Bühne gebracht haben

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Vielen Dank für die Blumen! Ich gebe sie gerne zurück. Ich bin froh, dass du, Peter Siegenthaler, gesagt hast, was ich sonst hätte sagen müssen. Es gibt einen Bundesgerichtsentscheid aus dem Jahr 2003, der das Recht der Fahrenden auf angemessene Stand- und Durchgangsplätze anerkennt, ob dies nun den Einzelnen hier drin passt oder nicht. Ich lade alle dazu ein, die Fahrenden näher kennenzulernen, ich kann entsprechende Kontakte herstellen. Wie richtig festgestellt wurde, gilt bei den Fahrenden noch «Law and Order», und es werden traditionelle Familienbilder gelebt. Daran könnte mancher, der noch etwas skeptisch ist, Freude haben. Die Stand- und Durchgangsplätze werden auch nicht gratis zur Verfügung gestellt. Die Fahrenden bezahlen entsprechende Standgebühren. Und nur weil jemand einen Bau- oder Wohnwagen kauft, ist er noch lange kein Fahrender mit entsprechenden Rechten. Fakt ist auch, dass im Kanton Bern 30 Standplätze verschwunden sind. Deshalb gibt es diesen Druck, neue Plätze zu schaffen. Daran arbeitet die JGK seit Jahr und Tag. Schon mein Vorgänger hat daran gearbeitet. Aus der Betriebswirtschaft habe ich gelernt, ein Projekt, welches als Ganzes nicht durchkommt, in Teilprojekte aufzusplittern. Hier betrifft dies die Standplätze für die einheimischen und für die internationalen Fahrenden. Wenn Frau Grossrätin Imboden sagt, diese beiden Gruppen würden sich gut verstehen, dann lade ich auch sie herzlich ein zu einem Besuch. Ich habe andere Rückmeldungen erhalten. Dem muss man Rechnung tragen. Und warum wendet man sich an den Bund? Auch hier danke ich dem Grossen Rat für die Überweisung dieser Motion. Der Kanton wird die Ausführung übernehmen, doch der Bund muss uns helfen, für die internationalen Fahrenden, welche mit bis zu 100 Fahrzeugen unterwegs sind, grosse Plätze zu finden. Es braucht eine halbe oder sogar eine ganze Hektare Land, um all diese Fahrzeuge abzustellen. Dieses Land gehört zum Beispiel der Armasuisse oder der Astra, darauf hat der Kanton keinen Zugriff. Entlang der A1 und der A5 gibt es zudem Landstücke, welche dem Bund gehören. Wir haben uns deshalb immer wieder an den Bund gewandt. Das Bundesamt für Kultur hat nun eine Arbeitsgruppe auf die Beine gestellt, in die ich mich als Kantonsvertreter einbringen kann. Das Ziel besteht darin, mittel- bis langfristig gesicherte Plätze zu realisieren. Im Namen des Regierungsrates bitte ich Sie deshalb, dieser Motion zuzustimmen.

Hubert Klopfenstein, Bienne (PLR). Ich kann mich kurz fassen. Natürlich bin ich nach wie vor für die Aufrechterhaltung meiner Motion, und so heftig ist sie ja nicht bestritten worden. Frau Imboden würde ich auf einer Richterskala für die Heftigkeit des Bestreitens eine 1 geben, es war ja eher eine Frage als eine Bestreitung. Sie haben gefragt, ob die Trennung in inländische und ausländische Fahrende Sinn mache. Für mich macht sie Sinn. Für die Schweizer Jenischen kann der Kanton zuständig sein, weil es hier wenige Probleme gibt. Doch für die ausländischen Fahrenden – Herr Hess hat hier den veralteten Ausdruck verwendet, ich sage aber «Fahrende» – ist der Bund zuständig. Ich kann es so formulieren: Wenn die ausländischen Fahrenden überhaupt in der Schweiz sein sollen, dann möchte ich, dass der Bund zuständig ist. Damit habe ich geschlossen, und ich bitte um Ihre Zustimmung.

La présidente. Nous passons à l'affaire 34 «Gens du voyage venus de l'étranger». Ceux qui acceptent cette motion votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 130

Non	10
Abstentions	4

La présidente. Vous avez accepté cette motion. Merci M. le directeur. Je vous demanderais encore dix minutes de patience. J'ai reçu le 1^{er} septembre la démission de M. Steiner-Brütsch. M. Steiner-Brütsch démissionne au 31 octobre 2014. Je vais vous lire, en allemand, deux passages de sa lettre. Tout d'abord, le pourquoi: «Bedingt durch die per 1. November 2014 erfolgte Wahl zum neuen Leiter des Instituts Vorschulstufe und Primarstufe und Mitglied der Schulleitung der Pädagogischen Hochschule Bern trete ich als Mitglied des Grossen Rats zurück. Mit dem Rücktritt möchte ich Wollens-Konflikte vermeiden, die sich aus dem Grossratsmandat und der Leitungsfunktion in einer wichtigen Bildungsinstitution des Kanton Bern ergeben würden.» M. Steiner-Brütsch dit encore: «Die Zusammenarbeit mit der Regierung und der Verwaltung erlebte ich als lehrreich und wertvoll, die Weibel, das Ratssekretariat und die Staatskanzlei zeigten sich sehr zuvorkommend und hilfsbereit. Herzliche Dank!»

M. Steiner-Brütsch est en ce moment membre de la Commission de la formation et il a été un membre de la Commission des prestations complémentaires pour les familles à faible revenu, initiative parlementaire qu'il a déposée lui-même. Entre autres, il a été membre aussi dans l'élaboration de plusieurs lois, par exemple, loi sur la formation professionnelle, loi sur l'encouragement des activités culturelles. M. Steiner a aussi déposé, comme tout le monde ici, des interventions. J'ai calculé que vous en aviez déposé une environ tous les trois mois, M. Steiner, alors ce n'est pas le record. Vous avez des thèmes très différents, de l'exécution des peines, en passant par la patente de chasse à la réserve de chasse, la culture, qu'est-ce que le canton de Berne peut se permettre, et aussi, il est clair, tout ce qui est formation vous tient à cœur, par exemple, expérience pédagogique de réduction du nombre d'enseignants et d'enseignantes par classe, cela a aussi été un de vos thèmes. M. Steiner-Brütsch, vous êtes pour moi un député calme, discret, mais par contre assez déterminé. Quand M. Steiner-Brütsch a un but, il fonce et il essaie de l'atteindre à tout prix. M. Steiner-Brütsch, je vous remercie pour votre engagement pour notre canton, passé, présent et puis, puisque vous restez en tant qu'employé du canton, aussi pour le futur. Je vous souhaite aussi plein de satisfactions dans votre nouvelle fonction, et mes meilleurs vœux au niveau tant privé que professionnel pour votre avenir, merci M. Steiner-Brütsch. (*Applaudissements*).

Chers collègues qui ne comprenez pas très bien le français, mettez vos oreillettes, parce que cela va être important. Je vous ai dit lundi que la session de juin était un peu un camp d'entraînement. Nous sommes arrivés à cette session de septembre, où on a vraiment ressenti les effets de nos nouveaux droits parlementaires. J'ai entendu, j'ai compris que certains d'entre vous ont été frustrés quand je vous ai éteint le microphone, je m'en excuse, mais je vous fais remarquer que c'est aussi la règle du jeu. Nous avons ici une loi, c'est deux minutes, je vous l'avais dit, je vous avais averti lundi, et je vous rappelle que le Bureau vous propose un débat réduit, et comme maintenant deux ou trois députés l'ont fait, M. Knutti, M. Haas ce matin, vous avez à chaque instant la possibilité de demander ici, par motion d'ordre, un débat libre. Je pense que, avant de parler d'une éventuelle révision de cet article, laissons du temps au temps, commençons, essayons de nous habituer à ce mode de travail. Vos remarques sont aussi importantes, il faut aussi qu'on les accepte et que l'on essaie de faire mieux tous ensemble. Mais essayons encore un peu de mieux utiliser, vous comme nous au Bureau, les instruments que la loi nous donne, pour encore mieux travailler.

Je pense que vraiment dans l'ensemble, nous avons aussi fait un bon travail; là où on a peut-être fait cette semaine la plus grosse erreur, c'était pour l'autonomisation des institutions psychiatriques cantonales, peut-être qu'à ce moment-là on aurait dû faire un débat organisé pour que chaque groupe, même si ce n'était pas contesté, puisse déposer son idée. On apprend tous, on est prêts à apprendre tous ensemble, et je pense quand même que c'est une bonne chose et que l'on y arrivera tous ensemble. J'aimerais vraiment vous expliquer encore quelque chose, car je pense que beaucoup d'entre vous n'en sont pas conscients. Si vous avez une motion à quatre points, c'est un exemple, et que vous aimeriez en retirer deux, pour être clair ici, vous retirez le deuxième et le troisième point, n'oubliez pas de venir nous l'annoncer avant, comme cela vous retirez vos points et, le cas échéant, vous pourrez revenir dans cette législature. Si vous dites seulement à la tribune que vous retirez vos points 2 et 3, vous ne pourrez plus revenir sur ces points pendant la législature. Soyez-en conscients, il me semble que cela aussi, cela n'a pas été très très bien compris. Je pense que nous avons fait du bon travail, dans une bonne ambiance, je vous souhaite un bel automne, je me réjouis de la session de novembre, et cette session est close.

Fin de la séance et de la session à 11 heures 22.

Les rédactrices:

Sara Ferraro (d)

Catherine Graf Lutz (f)